

MARCHÉS PUBLICS  
DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE<sup>1</sup>

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaire marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le vocable de « marché public » recouvre également les accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, les marchés subséquents, les marchés spécifiques conclus dans le cadre du système d'acquisition dynamique et les marchés de partenariat.

**A - Identification de l'acheteur.**

■ Désignation de l'acheteur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)

VILLE DE ROUBAIX  
MAIRIE DE ROUBAIX  
17 Grand Place  
59066 ROUBAIX Cedex 1  
Tel 0320664836

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou à l'article 117 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

PAR MR LE MAIRE

**B - Objet du marché public.**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)

Fourniture, pose et maintenance d'équipements dédiés à la vidéo urbaine ou technique

2018-DPS-085

**C - Objet de la déclaration du sous-traitant.**

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- un document annexé à l'offre du soumissionnaire
- un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (le sous-traitant présenté après attribution du marché)
- un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

**D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public.**

<sup>1</sup> Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

**EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – INFRA NORD**

Etablissement de la Bassée

Siret 388 781 551 00022 – RCS 388 781 551 LILLE

Siège social : 3 zone porte d'Estaires – route d'Estaires 59480 LA BASSEE

Tel : 03 20 29 99 29 – Fax : 03 20 29 99 39

E-Mail : [reseaux.nord.forclum@eiffage.com](mailto:reseaux.nord.forclum@eiffage.com)

■ Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

**SAS**

■ En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement

**E - Identification du sous-traitant.**

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresse postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

**TNRV**

8 Rue de Cassel

59189 Steenbecque

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

**SARL**

Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalités des entreprises :

**RCS DUNKERQUE n°40167284500013**

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)*

MR Guy VANDEGINSTE Gérant.

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation Commission du 6 mai 2003 ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 ?

Oui  Non

■ Pour les **marchés publics de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la Défense et à condition que le marché public concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service (2<sup>ème</sup> alinéa de l'Art. 124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense et de sécurité), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

Oui  Non

**F - Nature et prix des prestations sous-traitées**

■ Nature des prestations sous-traitées :

Réparation de fourreaux obstrués ou endommagés (y compris ouverture, remblaiement, reflection...) sur trottoir

■ Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiquées dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

■ Taux de la TVA : .....

■ Montant HT : .....

■ Montant TTC : .....

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonie code général des impôts :

■ Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)

■ Montant hors TVA : 69 471,81 € HT

■ Modalités de variation des prix : NEANT

■ Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct (le cas si le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 euros TTC sauf certains marchés passés par les services de la défense : article 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou article 124 du décret n° 361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

(Cocher la case correspondante.)

OUI

NON

**G - Conditions de paiement,**

■ Compte à créditer

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

(Cocher la case correspondante.)

OUI

NON

**H - Capacités du sous-traitant,**

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité, ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

H1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (si demandées par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée) capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

■ PIECES ADMINISTRATIVES.....

■ .....

H2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicables également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

## I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des interdictions de soumissionner.

### I1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (\*) ;
- au surplus, dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'article 46 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics de défense ou de sécurité ;

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante :

(\*) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

**I2 – Documents de preuve disponibles en ligne** (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 de l'ordonnance n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :  
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

## J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

1<sup>ère</sup> hypothèse  La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne constitue un obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

- OU
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
  - une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2<sup>ème</sup> hypothèse  La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévu à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361, qui est joint au DC4 ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne constitue pas un obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.